

Haiti :
Entre le choléra et la fraude électorale

Beaucoup se demandent ce qui se passe en Haïti, où tant de drames se suivent l'un après l'autre. C'est logique : après le tremblement de terre, les ouragans sont venus, et maintenant le choléra a déjà tué plus de deux mille personnes. La réponse est dure à envisager : cela n'a rien à voir avec la nature, mais avec l'organisation sociale du pays ou, plus précisément, avec l'exploitation impérialiste brutale imposée à Haïti.

Le pays le plus pauvre des Amériques est une sorte de laboratoire pour le grand capital. On y applique une expérience d'exploitation sauvage dans des conditions similaires à l'esclavage, pour les multinationales du textile. Il s'agit de produire pour le marché des Etats-Unis, dans un pays vingt fois plus proche que la Chine, avec le troisième salaire le plus bas de la planète, et sans que l'Etat et la bourgeoisie assurent les moindres des conditions de vie pour le prolétariat, conquises dans d'autres pays au 19ème et 20ème siècles (nourriture, logement, santé, éducation).

Par conséquent, la population haïtienne n'a aucune protection contre les séismes ou les ouragans, ni contre les maladies comme le choléra, qui ont été éradiquées dans la plupart des régions du monde. Il ne s'agit pas d'une série de facteurs imprévus, ni d'une « malédiction divine » à payer par le peuple haïtien pour les péchés de la croyance dans le vaudou, comme disent les sectes protestantes dans le pays.

Il s'agit d'un choix conscient du grand capital, qui rapproche Haïti de la barbarie. En cas de succès, le modèle sera appliqué dans d'autres parties du monde. Et cela pousse également les travailleurs de toute l'Amérique vers de nouvelles conditions, non seulement de salaires bien plus réduits mais aussi de conditions de vie très détériorées.

Les multinationales impliquées (Levi's, Gap, Wrangler, parmi d'autres) produisent dans les zones franches sans payer d'impôt. Aux abords des régions industrielles, il y a de grands bidonvilles (comme Cité Soleil, le plus grand d'Haïti) et maintenant les camps des sans-abri suite au séisme. Cette main-d'œuvre abondante, désespérée d'avoir un emploi, est la condition fondamentale pour faire accepter un salaire équivalent à soixante-dix dollars par mois.

Les usines de textile requièrent peu de qualification technologique pour leurs salariés et il n'est donc pas nécessaire d'investir dans l'éducation publique et la formation technique. Les entreprises ne paient même pas un salaire correspondant à la valeur nécessaire à la reproduction normale de la main-d'œuvre. Les Haïtiens peuvent mourir jeunes, comme les esclaves, parce qu'ils constituent une force de travail bon marché et abondante, facile à être remplacée. Ils n'ont pas de vacances, de treizième mois de salaire ou de retraite, ni d'autres bénéfices conquis par le prolétariat dans les siècles passés. Les travailleurs vivent à côté des entreprises et peuvent se rendre au travail à pied. Les quartiers n'ont pas d'égoût ou d'eau courante, moins encore d'électricité.

Tout cela est fait avec la couverture idéologique d'une « action humanitaire » pour « aider les pauvres Haïtiens ». Le grand chef est l'ancien président américain Bill Clinton, qui dirige la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), avec le Premier ministre de ce pays. Clinton a plus de pouvoir que le président ou la MINUSTAH. Sa devise pour Haïti, « create jobs » (créer des emplois), se matérialise, en réalité, par la création de quarante zones franches qui sont mises en chantier. Même le tremblement de terre n'a pas dérangé le plan de Clinton, qui est toujours appliqué.

Des centaines d'ONG étrangères font partie de ce plan, remplissant des fonctions auxiliaires qui ne sont pas prise en charge par l'Etat haïtien. De temps en temps, quand une nouvelle tragédie s'abat sur le pays, les médias montrent la misère comme encore un produit de la nature, et non le résultat de l'exploitation capitaliste.

Tout cela est justifié par une idéologie néocoloniale. Le message que la télé et les gouvernements diffusent sur Haïti est que l'occupation militaire et ces plans d'aide sont nécessaires parce que les Haïtiens ont mené leur pays à un chaos complet et ne disposent pas de conditions pour se gouverner eux-mêmes.

C'est bien plus qu'un mensonge. C'est tout simplement la reproduction de l'idéologie coloniale et esclavagiste. A cette époque, l'esclavage était embelli en disant que les Noirs n'étaient pas en mesure de faire autre chose que de se soumettre aux Blancs.

On veut effacer la mémoire historique que, à la fin du 17ème et au début du 18ème siècle, le peuple haïtien a été le protagoniste d'une des révolutions les plus spectaculaires de tous les temps : la seule révolution d'esclaves victorieuse de l'histoire et la première révolution anti-coloniale des Amériques. Les Haïtiens ont mis en échec toutes les armées dominantes de l'époque, y compris l'espagnole, l'anglaise et la française de Napoléon.

Les noms de Toussaint Louverture et de Dessalines (leaders de la révolution) se retrouvent dans les places et les monuments du pays. Le peuple noir d'Haïti, si exploité et opprimé, a une histoire dont il est fier aujourd'hui. La poursuite des occupations militaires étrangères montrent que l'impérialisme craint qu'un jour, cette histoire puisse être reprise.

Les cicatrices du tremblement de terre

Le séisme a tué 250 000 personnes et laissé 1,6 millions sans abri. C'est un chiffre énorme pour n'importe quel pays,

mais surtout pour Haïti, avec 10 millions d'habitants. C'est comme si 1,6 million de personnes avaient trouvé la mort en France ou près de 5 millions dans tout le Brésil.

Cela est arrivé parce qu'il n'y avait aucune protection pour les tremblements de terre dans la ville et que les maisons étaient construites avec des matériaux de très mauvaise qualité. En outre, l'opération de sauvetage a été un échec monumental.

Les Haïtiens racontent que les soldats ne s'occupaient pas à sauver les Haïtiens enterrés mais à assurer les bases militaires, les hôtels et les points névralgiques de la ville. Une opération d'envergure des médias a transformé les rares sauvetages en images qui ont fait le tour du monde, pour justifier l'importance de « l'aide internationale ». Seules 150 personnes ont été sorties vivantes des décombres, un fiasco monumental.

En fait, « l'opération de secours » a dissimulé la réoccupation militaire du pays, cette fois par les troupes étasuniennes. En 2004, le pays a été occupé par des troupes de l'ONU sous commandement de l'armée brésilienne. Peu de temps après le tremblement de terre, le gouvernement étasunien a repris l'hégémonie militaire, bien que formellement les troupes brésiliennes soient restées au commandement.

La priorité n'a jamais été d'aider le peuple haïtien, mais d'assurer l'occupation militaire et l'exploitation économique du pays. Les usines de textile ont été les premières à redevenir opérationnelles en Haïti, une semaine après le séisme, même avec des murs brisés et des menaces d'effondrements. Les affaires sont les affaires.

Le tremblement de terre a laissé des cicatrices profondes dans le pays. Les plus évidentes sont visibles dans les campements à Port-au-Prince, qui occupent toutes les places, devenues désormais des bidonvilles permanents. La plupart des habitants de la capitale y vivent dans des baraquements improvisés, sans eau ni égouts.

Le choléra a été introduit par la MINUSTAH

Il a été prouvé que ce sont les troupes de la MINUSTAH qui ont amené le choléra dans le pays. Le ministère haïtien de la Santé a commandé lui-même une recherche au spécialiste français Renaud Piarroux sur l'origine de l'épidémie. Le rapport a confirmé que ce sont les militaires népalais de la mission de l'ONU (la base Mirabelais dans le centre du pays) qui ont amené la bactérie du choléra en Haïti. Ils avaient une attitude typique de troupes d'occupation, pour lesquelles la vie des peuples occupés est sans valeur.

Les soldats ont évacué leurs selles contaminées dans le fleuve Artibonite qui traverse toute la région Nord. Pour un peuple qui n'a pas d'eau potable, la rivière est une source de vie où on boit, pêche, prend un bain, lave les vêtements. La pollution de l'Artibonite a été un crime que les Haïtiens ne sont pas prêts d'oublier.

Le choléra est une affection typique de la pauvreté. Elle est transmise par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés par des matières fécales des malades. Elle a été éradiquée dans les pays européens au début du 20^{ème} siècle. Elle n'existe comme épidémie que dans les pays et les régions sans égouts. Haïti est un « paradis » pour la maladie, en particulier après le tremblement de terre, avec des millions de personnes entassées dans des camps sans eau ni sanitaires. Le résultat à ce jour se chiffre en plus de cent mille personnes infectées et plus de deux mille morts.

Et cette fois encore, il n'y a pas eu de vraie réponse au choléra de la part du gouvernement haïtien ou des forces d'occupation. Stéfano Zanini, coordinateur de l'ONG Médecins sans frontières, a déclaré : « Nous prenons soin de 60 % des cas et la coopération cubaine de 30 %. Alors je me demande, comment est-il possible que seulement deux institutions sont responsables de 90 % des cas pour faire face à cette épidémie ? »

La réponse à cette question est la même que pour le tremblement de terre. Il n'y avait aucun plan sérieux pour lutter contre le choléra, car la mort de dizaines de milliers d'Haïtiens ne change rien pour le plan Clinton. Il y aura toujours d'autres dizaines de milliers prêts à travailler pour soixante-dix dollars par mois. Ce n'est pas nécessaire de conserver la main-d'œuvre en Haïti, comme ce n'était pas nécessaire avec les esclaves. On peut les remplacer sans grands frais.

Les épidémies peuvent se propager rapidement ou plus lentement, en fonction de leur nature. Les derniers rapports indiquent que l'épidémie en Haïti a commencé à faiblir. Si c'est vrai, cela n'a rien à voir avec la réponse du gouvernement haïtien ou des forces d'occupation, une réponse qui n'a jamais existé.

Une étincelle de révolte

La MINUSTAH ne jouait aucun rôle pour sauver des vies après le tremblement de terre, ni maintenant avec l'épidémie de choléra. On ne connaît aucune école, hôpital ou réseau d'égouts construit par les forces d'occupation « humanitaires ».

Ces faits incontestables ont une explication. Le rôle des troupes n'est pas d'aider les gens. Ceci n'est qu'une idéologie propagée pour cacher le véritable rôle de la MINUSTAH, qui est le maintien de l'ordre pour assurer le plan économique des multinationales. A cet effet, la MINUSTAH a réprimé les « émeutes de la faim » en mars 2008, la grève des travailleurs du textile en 2009, et les manifestations d'étudiants la même année. Elle a aussi arrêté des personnes affamées qui ont envahi les supermarchés après le tremblement de terre, à la recherche de nourriture.

Une étincelle de révolte a parcouru le pays quand on apprit que les soldats népalais avaient amené le choléra en Haïti. Les manifestations importantes au Cap-Haïtien (la deuxième ville d'Haïti) ont de nouveau été étouffées par les troupes, avec deux morts.

Deux jours plus tard, le 18 novembre, une mobilisation contre le choléra a également été réprimée à Port-au-Prince. Les manifestants ont affronté la police et l'ont faite reculer. Puis vinrent les soldats de la MINUSTAH, qui ont dissout la mobilisation et ont poursuivi les militants. Ces derniers ont essayé d'échapper en entrant dans une faculté, qui a également été attaquée par les soldats. Les manifestants ont ensuite cherché refuge dans le camp devant le palais présidentiel (un des plus importants dans le pays). Les troupes ont envahi le camp. Puis vint un acte symbolique, une partie du camp s'est rebellée et a combattu les soldats de la MINUSTAH. Les Haïtiens ont empoigné des branches d'arbre rassemblées dans la rue, ce qui signifie, dans le culte vaudou, que la lutte est à mort. Les soldats se sont enfuis.

Ce fait a été tout un symbole : les Haïtiens ont fait reculer des troupes armées jusqu'aux dents, seulement avec des branches dans leurs mains. Une étincelle de la révolution de 1804 est réapparue dans les rues de Port-au-Prince. Les soldats ne sont pas retournés dans les rues de la ville jusqu'à la fin de la journée.

Les manifestations n'ont pas eu de continuité, mais elles ont fait savoir qu'il y a un rejet général du gouvernement et de la MINUSTAH. Haïti pourrait exploser à tout moment.

La fraude électorale garantie par la MINUSTAH

L'occupation militaire fait que les élections sont une farce. Le pouvoir réel n'est pas dans les mains de la présidence de la république, mais dans les casernes et les ambassades étrangères, ou plus précisément, dans les ambassades des Etats-Unis et du Brésil. Le président actuel, René Préval, est juste une marionnette, un pantin qui fait ce qu'on lui dit de faire.

Les élections sont une tentative pour chercher à canaliser l'énorme mécontentement parmi la population et remplacer Préval par un gouvernement moins usé. Il y a dix-neuf candidats, mais aucun d'entre eux ne s'oppose à la présence des troupes. L'enregistrement des candidats reflète la même logique que les élections dans une dictature : ne peuvent concourir que ceux qui sont disposés à observer les limites définies par ceux qui sont au pouvoir.

Wycleff Jean, un chanteur de hip-hop et un des artistes les plus célèbres dans le pays, s'est vu refuser son enregistrement électoral, même en acceptant l'occupation. Préval craint qu'il puisse remporter l'élection.

Le gouvernement gère les élections afin d'imposer son candidat préféré : Jude Célestin, actuellement directeur d'une institution de l'Etat pour la reconstruction. Ce corrompu notoire est accusé de détourner 60 millions de dollars donnés par la France.

Le premier tour, le 28 novembre, a été une fraude gigantesque. Tout d'abord, seulement 23 % des électeurs ont voté, ce qui indique la méfiance énorme du peuple vis-à-vis des élections. Quant aux résultats officiels, le deuxième tour est réservé à Mirlande Manigat (épouse d'un ex-président déchu, Leslie Manigat) et Jude Célestin. Les plaintes affirment que Michel Martely, un autre chanteur de hip-hop, aurait eu plus de voix que le candidat du gouvernement. Des manifestations et des barricades ont immédiatement occupé Port-au-Prince. Les troupes de la MINUSTAH ont réprimé les défenseurs de Martely et ont imposé la fraude électorale.

Le second tour est prévu pour le 16 janvier. La logique qui a prévalu jusqu'à ce jour annonce une nouvelle fraude pour imposer le candidat du gouvernement. Le pays peut exploser de nouveau.

Mais si Manigat, candidate de l'opposition, parvient à être élue et entre en fonctions, rien ne changera en Haïti. Comme il s'agit de l'élection d'une marionnette, avec le pouvoir réel ailleurs, le pays va tout simplement continuer.

Il ne faut pas oublier que Préval, lui aussi, a été victime d'une fraude, quand il a gagné les élections en 2006. Comme il était le candidat d'Aristide (l'ancien président destitué par les Etats-Unis), l'ambassade de ce pays et la MINUSTAH ont laissé s'installer une fraude pour imposer un second tour et essayer de le vaincre. Une mobilisation populaire gigantesque a alors empêché la fraude.

Mais l'élection de Préval, un processus restreint par l'occupation militaire, a montré ses limites : le président élu a fait un pacte avec l'ambassade étasunienne et est devenu un autre symbole de l'occupation. Manigat peut répéter l'histoire, si le gouvernement ne parvient pas à imposer Célestin par la fraude.

La vérité transparait

La campagne médiatique massive pour justifier l'occupation d'Haïti a convaincu la plupart des travailleurs et la jeunesse du monde de la nécessité d'une telle « action humanitaire ». Toutefois, lorsque les mobilisations d'Haïtiens faisant face aux troupes apparaissent dans les journaux télévisés à travers le monde, cette conviction commence à s'effriter. C'est ce qui peut commencer à se produire à partir de maintenant.

La vérité sur le rôle de la MINUSTAH est restée cachée jusqu'à présent. Les troupes n'avaient aucun rôle humanitaire, que ce soit avant, pendant ou après le tremblement de terre. Dans l'épidémie de choléra, c'était pire, elle a eu la fonction... d'apporter la maladie en Haïti. Maintenant, le défilé des horreurs se complète. Les troupes « humanitaires »

imposent une fraude électorale et répriment des Haïtiens qui protestent contre cela.

Il est temps de transformer la solidarité en Haïti en une grande campagne pour le retrait immédiat des troupes de la MINUSTAH du pays. Haïti n'a pas besoin de troupes étrangères, mais de médecins, d'infirmières, d'aides-soignants et de médicaments.